

SÉNAT DE BELGIQUE

SÉANCE DU 25 AVRIL 1929

Projet de Loi coordonnant les différentes dispositions législatives concernant la télégraphie et la téléphonie avec fil.

EXPOSÉ DES MOTIFS

MADAME, MESSIEURS,

l'Établissement, l'exploitation et la protection des lignes télégraphiques et téléphoniques sont régis par des lois dont les plus importantes remontent à l'époque des premières expériences de communication par télégraphe et par téléphone. Ces lois ne s'adaptent plus que très imparfaitement aux nécessités du service ; ceux qui les rédigèrent n'auraient pu, d'ailleurs, prévoir ni les progrès immenses qui ont été réalisés dans la technique des communications par voie électrique, ni la place importante que ces communications, par leur développement, acquerraient un jour dans la vie sociale.

La loi instituant la Régie des Télégraphes et Téléphones énumère, en son article 28, les textes légaux dont l'abrogation pure et simple s'impose. Il eût été possible d'insérer, dans cette même loi, les modifications qu'exigent les textes non abrogés, mais j'ai jugé préférable, en raison de la nature spéciale du sujet et de la diversité des questions qu'il peut soulever, d'en faire une loi distincte.

Les lignes télégraphiques et les lignes téléphoniques ne sont pas soumises aux mêmes règles : aux premières, la loi du 14 avril 1852 reconnaît le droit d'occupation des propriétés privées ; les secondes ne peuvent, aux termes des lois du 11 juin 1883 et du 20 mai 1898, que passer au-dessus des propriétés particulières sans y prendre appui, mais elles

ont le droit d'occuper le dessus et le dessous de toutes les voies publiques.

Ce régime doit, de toute nécessité, être uniformisé : les lignes télégraphiques et téléphoniques ne se distinguent, en réalité, que par l'usage qui en est fait et cet usage peut varier, c'est-à-dire qu'une ligne télégraphique peut devenir téléphonique et vice versa, ou même être affectée au télégraphe et au téléphone simultanés, au gré des nécessités du service. L'unification consistera à réduire les droits du télégraphe et à augmenter très légèrement ceux du téléphone en matière d'emprunt de la propriété privée. En domaine public, le régime actuellement appliqué au téléphone sera étendu au télégraphe, moyennant une simplification de la procédure.

Dans tous les cas, l'entente préalable avec le propriétaire sera de rigueur. L'occupation devra toujours respecter l'usage auquel le bien est affecté, qu'il s'agisse du domaine privé ou du domaine public. Quand, par exception, une ligne devra, de toute nécessité, emprunter un tracé au sujet duquel il y aura opposition formelle de la part des propriétaires, la question sera tranchée par arrêté royal s'il s'agit du domaine public et par décision ministérielle s'il s'agit du domaine privé, mais toujours sous réserve du droit des propriétaires à la réparation du dommage qui leur serait éventuellement occasionné.

Je dois faire remarquer, à ce propos, que le télégraphe et le téléphone demandent beaucoup moins, en cette ma-

tière, que ce qu'ont obtenu les distributions d'énergie, auxquelles la loi du 10 mars 1925 a donné le droit de fixer des supports et des ancrages pour fils aériens, aux murs et façades vers la voie publique, sans accord préalable avec les propriétaires.

Les communications téléphoniques sont fréquemment troublées par la mise en contact des fils avec des branches d'arbres. Le projet prévoit le droit, pour la Régie, de faire procéder aux élagages nécessaires lorsqu'il s'agit d'arbres qui, plantés en propriété privée, poussent des branches au-dessus de la voie publique où elles peuvent venir en contact avec les fils de correspondance. La loi du 10 mars 1925 a octroyé un droit analogue, mais beaucoup plus étendu, aux exploitants des distributions d'énergie électrique.

Les lignes de transport d'énergie suivent un développement parallèle à celui des lignes téléphoniques. Forcément, ces deux catégories de lignes sont exposées à se gêner et à créer, par leur rapprochement, des situations parfois dangereuses pour le public. Dans le but d'éviter le premier inconvénient, on s'interdira, de part et d'autre, d'accaparer tout l'espace disponible. Quant au second, le soin d'y parer incombe entièrement au propriétaire des lignes de transport de force, lignes qui sont dangereuses par elles-mêmes et doivent, par conséquent, être établies, entretenues et utilisées de manière à ne pas nuire au fonctionnement de la correspondance télégraphique ou téléphonique et à empêcher les accidents que pourrait provoquer une mise en contact accidentelle des fils de l'une et l'autre catégorie.

Les lignes télégraphiques et téléphoniques d'usage privé, c'est-à-dire étrangères aux services exploités par la Régie, ne font actuellement l'objet d'aucune réglementation spéciale. Le développement acquis par ces lignes et l'inconvénient grave qu'il peut y avoir, ainsi qu'on l'a vu en 1914, à ce que le pouvoir central ne connaisse pas tous les moyens de correspondance à distance

qui sont utilisés dans le pays, exigent qu'un certain contrôle soit exercé sur les lignes en question. Ce contrôle sera réduit au strict nécessaire.

Les textes qui protègent le secret de la correspondance télégraphique et téléphonique et ceux qui garantissent l'intégrité des installations de nos réseaux figurent, les uns dans le Code pénal, les autres dans des lois spéciales. J'ai pensé qu'il convenait de profiter de la création de la Régie pour réunir ces textes en un seul corps et pour les compléter par quelques dispositions nouvelles dont l'expérience a démontré la nécessité. C'est ainsi, qu'à l'avenir, le secret des correspondances télégraphiques et téléphoniques sera protégé comme l'est, présentement, celui des lettres missives, c'est-à-dire à l'égard de toute personne et non plus seulement à l'égard des agents de l'Administration. C'est ainsi, également, que sera puni le fait, non prévu actuellement, d'empêcher involontairement, par défaut de précaution, la correspondance sur une ligne télégraphique ou téléphonique et celui de publier, sans autorisation, des indicateurs, guides ou annuaires télégraphiques ou téléphoniques.

En résumé, les innovations que comporte le projet de loi que j'ai l'honneur, Madame et Messieurs, de soumettre à vos délibérations, n'ont rien d'excessif. De même que nous nous appliquons à doter nos bureaux centraux d'un outillage de plus en plus perfectionné, nous devons nous préoccuper d'améliorer les conditions d'établissement, de stabilité et de sécurité de nos lignes tant aériennes que souterraines. De bonnes communications, surtout en service interurbain et international, sont impossibles sans de bonnes lignes et il serait vain de demander à la Régie de se maintenir au niveau des progrès constants de la technique et des exigences du public, sans lui en accorder les moyens.

Le Ministre des Chemins de fer, Marine, Postes, Télégraphes, Téléphones et Aéronautique,

MAURICE LIPPENS.

(ANNEXE AU N° 158.)

SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION 1928-1929

Projet de Loi coordonnant les différentes dispositions législatives concernant la télégraphie et la téléphonie avec fil.

Albert,

ROI DES BELGES.

A tous, présents et à venir, SALUT!

Sur la proposition de Notre Ministre des Chemins de fer, Marine, Postes, Télégraphes, Téléphones et Aéronautique,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre des Chemins de fer, Marine, Postes, Télégraphes, Téléphones et Aéronautique présentera, en Notre nom, aux Chambres législatives, le projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER.

La Régie des Télégraphes et Téléphones a seule le droit d'établir et d'exploiter, pour la correspondance du public, des lignes et des bureaux télégraphiques et téléphoniques. Elle peut, par des arrangements particuliers, autoriser des tiers à coopérer à cette exploitation.

ART. 2.

La Régie des Télégraphes et Téléphones a le droit, aux conditions

(BIJLAGE AAN N° 158.)

BELGISCHE SENAAAT

ZITTING 1928-1929

Wetsontwerp tot samenschakeling der verschillende wetsbepalingen op de telegrafie en de telefonie met draad.

Albert,

KONING DER BELGEN.

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL!

Op voorstel van Onzen Minister van Spoorwegen, Zeewezen, Posterijen, Telegraten, Telefonen en Luchtvaart,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Minister van Spoorwegen, Zeewezen, Posterijen, Telegrafen, Telefonen en Luchtvaart zal het wetsontwerp, waarvan de inhoud volgt, in Onzen naam ter Wetgevende Kamers neerleggen :

EERSTE ARTIKEL.

Alleen de Regie van Telegrafen en Telefonen heeft het recht telegraaf- en telefoonlijnen en telegraaf- en telefoonkantoren voor het publiek verkeer in te richten en te exploiteeren. Zij kan, bij bijzondere overeenkomsten, derden machtigen om aan die exploitatie mede te werken.

ART. 2.

De Regie van Telegrafen en Telefonen heeft het recht, voor het aanleggen van

suivantes, de faire usage des propriétés privées et du domaine public, pour l'établissement de ses lignes aériennes et souterraines.

ART. 3.

L'établissement des lignes au-dessus des propriétés privées et du domaine public, sans attache ni contact, doit être toléré et ne donne lieu à l'accomplissement d'aucune formalité auprès des propriétaires et occupants.

Le Gouvernement détermine les conditions du passage des lignes au-dessus de la voirie.

ART. 4.

Pour le placement des lignes et de leurs supports sur les toitures des bâtiments ainsi que sur les façades et pignons, il est procédé, dans chaque cas, par voie d'entente directe entre la Régie et les ayants droit ou, à défaut d'entente, par la voie d'une décision notifiée, sous recommandation postale, au bourgmestre du lieu, au moins quinze jours d'avance, par le Ministre qui a les Télégraphes et Téléphones dans ses attributions. Le bourgmestre est chargé d'avertir les propriétaires et locataires intéressés.

Il est procédé de même pour l'établissement des lignes aériennes et souterraines sur et sous les parties de terrains non cultivées et non entourées de murs ou autres clôtures équivalentes.

ART. 5.

Aucun travail ne peut être exécuté, à l'intérieur des propriétés privées, sans autorisation du propriétaire et du locataire.

Toutefois, cette défense ne peut pas être invoquée par les propriétaires et leurs ayants droit, pour empêcher leurs locataires de se faire raccorder au réseau public.

haar bovengrondsche en ondergrondsche lijnen, van de private eigendommen en van het openbaar domein gebruik te maken onder volgende voorwaarden.

ART. 3.

Het aanleggen, zonder bevestiging of contact, van lijnen boven de private eigendommen en het openbaar domein moet gedoogd worden en geschiedt zonder het vervullen van eenigerlei formaliteit bij de eigenaars of de bezetters.

De Regeering bepaalt de voorwaarden waaronder de lijnen boven de wegenis mogen lopen.

ART. 4.

Voor het aanleggen van de lijnen en het plaatsen van de draagtoestellen op de daken der gebouwen, alsmede op de voorgevels en de zijgevels, wordt, in elk geval, rechtstreeks een regeling getroffen tusschen de Regie en de rechthebbenden of, bij gebrek aan een regeling, een beslissing, onder aanteekening bij de post, vijftien dagen van te voren door den Minister, die de Telegrafen en Telefonen in zijn bevoegdheid heeft, betekend aan den burgemeester der gemeente. De burgemeester moet de betrokken eigenaars en huurders verwittigen.

Voor het aanleggen van bovengrondsche en ondergrondsche lijnen op en onder niet voor landbouw dienende gedeelten van gronden, die riet met muren of andere gelijkwaardige afsluitingen omringd zijn, wordt op dezelfde wijze gehandeld.

ART. 5.

Binnen de private eigendommen mag geenerlei werk worden uitgevoerd zonder machtiging van den eigenaar en den huurder.

Dit verbod kan evenwel door de eigenaars en hun rechthebbenden niet worden ingeroepen om hun huurders te beletten zich aan het openbaar net te doen aansluiten.

Dans les cas où il sera nécessaire de pénétrer dans des immeubles, de circuler sur les toits ou plates-formes, ou d'appliquer des engins contre les murs, pour l'exécution d'études, de travaux ou de réparations à l'extérieur, les agents devront produire un ordre de la Régie mentionnant la nature et la durée approximative du travail.

ART. 6.

L'occupation doit respecter l'usage auquel est affecté le bien emprunté, qu'il s'agisse du domaine public ou du domaine privé. Elle n'entraîne aucune dépossession. Le propriétaire conserve le droit de construire, de planter et celui de modifier l'état des lieux, sous réserve de ne pas prendre de dispositions qui n'auraient d'autre but que d'obliger la Régie à modifier ou déplacer ses installations.

Le propriétaire qui veut user de son droit de bâtir, planter, etc., doit avertir la Régie de ses projets, par lettre recommandée, deux mois au moins avant de les mettre à exécution. Si les travaux n'ont pas été exécutés dans le délai d'un an à dater de l'avertissement, la Régie pourra rétablir la situation primitive et réclamer le remboursement des frais qui lui ont été occasionnés.

ART. 7.

Lorsque des arbres plantés en propriété privée viennent ou peuvent venir en contact, sur la voie publique, avec des fils appartenant à la Régie, celle-ci peut obliger le propriétaire des arbres à procéder aux élagages nécessaires. En cas de refus de la part du propriétaire ou si l'élagage n'a pas été exécuté dans les quinze jours, la Régie peut y procéder d'office.

ART. 8.

Les travaux d'établissement, de modi-

Wanneer in gebouwen, op daken of op platten moet gegaan worden of wanneer toestellen tegen de muren dienen aangebracht voor het uitvoeren, buiten, van studies, werken of herstellingen, moeten de bedienden een bevel van de Regie voorleggen, dat den aard en den vermoedelijken duur van het werk vermeldt.

ART. 6.

De bezetting moet de bestemming van het benuttigd goed onverlet laten om het even of het openbaar dan wel privaat domein geldt. Zij brengt geenerlei buitenbezitstelling mee. De eigenaar behoudt het recht te bouwen, te beplanten en den toestand der plaatsen te wijzigen, onder voorbehoud dat geen maatregelen worden getroffen die enkel zouden ten doel hebben de Regie te verplichten haar inrichtingen te wijzigen of te verplaatsen.

De eigenaar, die zijn recht om te bouwen, te beplanten, enz. wil uitoefenen, moet bij aangeteekenden brief aan de Regie kennis geven van zijn ontwerpen, ten minste twee maand vóór hij ze ten uitvoer legt. Worden de werken niet binnen den termijn van één jaar te rekenen van de verwittiging uitgevoerd, dan kan de Regie den oorspronkelijken toestand herstellen en de terugbetaling vergen van de haar veroorzaakte kosten.

ART. 7.

Wanneer op een privaat eigendom geplante boomen boven den openbaren weg met de draden van de Regie in aanraking komen of kunnen komen, kan deze den eigenaar van de boomen verplichten de noodige snoeiingen te doen. Weigert de eigenaar zulks of wordt niet gesnoeid binnen de vijftien dagen, dan kan de Regie er ambtshalve toe overgaan.

ART. 8.

Voor werken tot aanleg, wijziging en

fication et d'entretien des lignes, à exécuter sur ou sous les routes, rues, places, chemins, sentiers, cours d'eau, canaux, chemins de fer et autres voies de communication, sont concertés sur les lieux par les délégués des services compétents.

A la demande du délégué de l'Administration provinciale ou communale, notification des travaux à exécuter est envoyée à cette administration, sous recommandation postale, au moins vingt jours d'avance, avec plans à l'appui. L'Administration provinciale ou communale est censée n'avoir rien à objecter si, à l'expiration d'un délai de vingt jours, à dater de l'envoi de la notification, elle n'a pas fait parvenir ses objections au fonctionnaire de la Régie des Télégraphes et Téléphones de qui émanait la notification.

En cas de désaccord persistant, il est statué par un arrêté royal pris à l'intervention du Ministre qui a les Télégraphes et Téléphones dans ses attributions.

ART. 9.

Lorsque le projet comporte l'établissement d'une ligne télégraphique ou téléphonique aérienne ou souterraine, le long d'une voie publique dont les deux côtés sont déjà occupés par une ligne ou par des lignes électriques, le ou les propriétaires de ces lignes doivent faire place aux installations de la Régie en abandonnant à celle-ci un côté de la voie.

ART. 10.

La Régie des Télégraphes et Téléphones prend à sa charge, s'il n'y a convention contraire, les dépenses occasionnées par les modifications qui sont apportées, sur sa demande, aux conduites d'eau, de gaz, d'électricité et autres ouvrages d'utilité publique dont

entretien van de lijnen, boven of onder de banen, straten, plaatsen, wegen, wegels, loopende wateren, vaarten, spoorwegen en andere verkeerswegen uit te voeren, wordt, door de gemachtigden der bevoegde diensten ter plaatse overleg gepleegd.

Op aanvraag van den gemachtigde van het provincie- of het gemeentebestuur wordt aan het betrokken bestuur ten minste twintig dagen van te voren onder aanteekening bij de post kennis gegeven van de uit te voeren werken; bij die kennisgeving worden de plans gevoegd. Geacht wordt dat het provincie- of het gemeentebestuur geen opwerpen te maken heeft, indien het een termijn van twintig dagen, ingaande den dag van de opzending van de kennisgeving heeft laten verstrijken zonder zijn opwerpen in te dienen bij den ambtenaar der Regie van Telegrafien en Telefonen, van wien de kennisgeving uitging.

In geval van blijvende oneenigheid wordt beslist bij een Koninklijk besluit, genomen door tusschenkomst van den Minister, tot wiens bevoegdheid Telegrafien en Telefonen behooren.

ART. 9.

Gaat het ontwerp over het aanleggen van een bovengrondse of ondergrondse telegraaf- of telefoonlijn langsheen een openbaar weg, waarvan de twee zijden reeds bezet zijn door een of meer elektrische lijnen, dan moeten de eigenaar of de eigenaars van die lijnen een zijde van den weg vrij maken voor de inrichtingen van de Regie.

ART. 10.

Bestaat er geen andersluidende overeenkomst, dan neemt de Regie van Telegrafien en Telefonen te haren laste: de uitgaven veroorzaakt door de veranderingen op haar aanvraag aangebracht aan water-, gas- en electriciteitsleidingen en andere werken van openbaar

la présence met obstacle à l'établissement de ses lignes aériennes et souterraines.

Réciproquement, les modifications que les lignes télégraphiques et téléphoniques établies en voirie doivent subir pour permettre la construction d'autres ouvrages d'utilité publique, sont à la charge des propriétaires de ces derniers.

La modification des ouvrages existants ne doit être réclamée, de part et d'autre, qu'en cas de nécessité absolue, spécialement en ce qui concerne les canalisations téléphoniques en maçonnerie et les câbles affectés à la correspondance interurbaine et internationale.

ART. 11.

Les tubes souterrains utilisés à la transmission pneumatique des dépêches télégraphiques et installés en domaine public, sont assimilés aux lignes télégraphiques de la Régie, au point de vue des conditions de leur établissement, de leur maintien et de leur protection.

ART. 12.

La Régie des Télégraphes et Téléphones doit réparation des dommages causés par l'établissement, le maintien, le déplacement et la suppression de ses lignes.

Lorsqu'elle creuse des fouilles ou des tranchées dans la voie publique, elle doit rétablir définitivement dans leur état primitif les parties de voirie atteintes par ses travaux.

ART. 13.

Les lignes télégraphiques et téléphoniques aériennes et souterraines doivent être protégées efficacement contre les risques de contact accidentel avec les lignes affectées au transport et à la distribution de l'énergie électrique. Les dispositifs de protection sont réalisés et entretenus par les soins et aux frais des propriétaires des lignes d'énergie. Ces derniers répondent des accidents

nut, waarvan de aanwezigheid het aanleggen van hun bovengrondsche en ondergrondsche lijnen belemmert.

Omgekeerd, zijn de wijzigingen, aan de boven of onder de wegenis aangelegde telegraaf- en telefoonlijnen aan te brengen om andere werken van openbaar nut te kunnen tot stand brengen, ten laste van de eigenaars dezer laatste.

Wijziging van bestaande werken dient van weerszijden enkel in geval van volstrekte noodzakelijkheid gevorderd, bijzonder wanneer het gemetselde telefoongeleidingen en voor interlocaal en internationaal verkeer bestemde kabels betreft.

ART. 11.

De in het openbaar domein aangelegde ondergrondsche pijpen, voor het pneumatisch verzenden van telegrammen, zijn, ten opzichte van de voorwaarden van aanleggen, in stand houden en beschermen, gelijk gesteld met de telegraaflijnen van de Régie.

ART. 12.

De Régie van Telegrafen en Telefonen is gehouden tot herstel van de schade, veroorzaakt door het aanleggen, in stand houden, verplaatsen en afschaffen van haar lijnen.

Bij het graven van putten of gleuven in den openbaren weg moet zij de bij de werken opgebroken gedeelten van de wegenis voorgoed in hun oorspronkelijken staat herstellen.

ART. 13.

De bovengrondsche en ondergrondsche telegraaf- en telefoonlijnen moeten doelmatig worden beschermd tegen de gevaren van toevallig contact met de lijnen bestemd voor het overbrengen en verdeelen van elektrische energie. De beschermingsinrichtingen worden door de eigenaars van de elektrische lijnen, op eigen kosten, tot stand gebracht en onderhouden. Deze laatsten zijn

et dommages provoqués par l'insuffisance ou l'absence de protection. Ils sont tenus de mettre leurs lignes hors tension pour permettre d'exécuter, en parfaite sécurité, les travaux de pose, d'entretien ou de réparation des lignes télégraphiques et téléphoniques.

ART. 14.

Toutes les installations électriques, à quelque distance qu'elles se trouvent des lignes télégraphiques et téléphoniques, doivent, alors même qu'elles n'empruntent aucune partie du domaine public, être établies, entretenues et utilisées de manière à n'apporter, par induction, dérivation ou de toute autre façon, aucun trouble dans le service de ces lignes.

ART. 15.

Les lignes qui ne font pas partie des réseaux de la Régie ne peuvent être utilisées à la correspondance du public. Aucune ligne de cette catégorie, quelle que soit la nature des messages ou des signaux à la transmission desquels elle est destinée, ne peut, sans autorisation du Gouvernement, franchir les limites d'une propriété particulière.

Cette autorisation ne dispense pas les demandeurs de se pourvoir également, s'il y a lieu, de la permission des propriétaires et occupants intéressés.

ART. 16.

Les lignes établies par les services provinciaux ou communaux, par les concessionnaires de chemins de fer et de tramways, par les propriétaires de lignes de transport ou de distribution d'énergie électrique ou par d'autres services d'utilité publique, pour les nécessités de leur exploitation, font simplement l'objet d'une déclaration avec plan, à faire parvenir, dans le mois de

verantwoordelijk voor de ongevallen en de schade teweeggebracht door ontoereikende bescherming of door het ontbreken hiervan. Zij zijn gehouden hun lijnen spanningloos te maken om de werken voor het aanleggen, onderhouden of herstellen van de telegraaf- en telefoonlijnen in volkomen veiligheid te laten uitvoeren.

ART. 14.

Al de elektrische inrichtingen, om het even op welken afstand zij van de telegraaf- en telefoonlijnen gelegen zijn, moeten, zelfs wanneer zij geen enkel deel van het openbaar domein bezetten, zóó aangelegd, onderhouden en gebezigd worden dat, noch door inductie, noch door nevensluiting, noch op eenige andere wijze, storing in den dienst van die lijnen kan gebracht worden.

ART. 15.

Lijnen die geen deel uitmaken van de netten der Regie mogen niet gebezigd worden voor mededeelingen van het publiek. Geen enkele lijn van die categorie, welke ook de aard zij van de berichten of seinen tot het verzenden waarvan zij bestemd is, mag, zonder machtiging van de Regeering, de grenzen van een en hetzelfde privaat eigendom te buiten gaan.

Bedoelde machtiging ontslaat de aanvragers niet van de verplichting ook nog, in voorkomend geval, de toelating van de betrokken eigenaars en bezetters aan te vragen.

ART. 16.

Voor de lijnen, door provinciale of gemeentelijke diensten, door vergunninghouders van spoor- en tramwegen, door eigenaars van lijnen voor het overbrengen of verdeelen van elektrische energie of door andere diensten van openbaar nut aangelegd voor de noodwendigheden van hun bedrijf, wordt eenvoudig een afgifte met plan opgemaakt, welke, binnen de maand nadat

leur établissement, à la Régie des Télégraphes et Téléphones. Celle-ci en accusera la réception.

Le déclarant est censé avoir obtenu les autorisations nécessaires des propriétaires et occupants intéressés.

Lorsqu'une ligne sujette à autorisation ou à déclaration est supprimée, avis doit en être donné à la Régie des Télégraphes et Téléphones dans les trente jours de la suppression.

Un arrêté royal déterminera les autres conditions auxquelles auront à se conformer les propriétaires et usagers tant des lignes existantes que des lignes nouvelles.

ART. 17.

Sera puni d'un emprisonnement de huit jours à un mois et d'une amende de vingt-six à deux-cents francs ou d'une de ces peines seulement, quiconque aura supprimé un télégramme ou quelque autre message confié à la Régie, l'aura ouvert ou s'en sera emparé pour en prendre indûment connaissance, ou aura employé un moyen pour surprendre des communications sur une ligne publique de télégraphie ou de téléphonie.

ART. 18.

Tout fonctionnaire ou agent du Gouvernement, tout employé de la Régie des Télégraphes et Téléphones, qui aura commis l'un des actes prévus à l'article précédent ou l'aura facilité, sera puni d'un emprisonnement de quinze jours à deux mois et d'une amende de vingt-six francs à cinq cents francs.

Sont assimilées aux agents de la Régie, toutes personnes qui participent, d'une manière quelconque, même occasionnellement et à titre gracieux, à l'exécution d'un service de la Régie.

die lijnen werden aangelegd, aan de Regie van Telegrafen en Telefonen dient gezonden. Deze meldt er de ontvangst van.

De aangever wordt geacht van de betrokken eigenaars en bezetters de noodige machtigingen te hebben bekomen.

Bij afschaffing van een lijn, waarvoor machtiging of aangifte vereischt is, moet zulks binnen dertig dagen na de afschaffing, aan de Regie van Telegrafen en Telefonen medegedeeld worden.

De andere voorwaarden, waaraan de eigenaars en gebruikers zoo van bestaande als van nieuwe lijnen moeten voldoen, worden bij Koninklijk besluit bepaald.

ART. 17.

Al wie een telegram of elk andere aan de Regie toevertrouwde mededeeling verduisterd, geopend of zich er van meester gemaakt heeft, om er ten onrechte kennis van te nemen, of een middel heeft aangewend om de over een openbaar telegraaf- of telefoonlijn verzonden telegrammen of gevoerde gesprekken te onderscheppen, wordt gestraft met gevangenisstraf van acht dagen tot een maand en met geldboete van zes en twintig tot tweehonderd frank of met een van die straffen alleen.

ART. 18.

Elk ambtenaar of bediende van de Regeering, elk beambte van de Regie van Telegrafen en Telefonen, die een van de bij voorgaand artikel voorziene daden begaan of ze vergemakkelijkt heeft, wordt gestraft met gevangenisstraf van vijftien dagen tot twee maanden en met geldboete van zes en twintig tot vijfhonderd frank.

Wordt met de bedienden van de Regie gelijkgesteld, al wie, op welke wijze ook, zelfs toevallig en kosteloos, medewerkt aan de uitvoering van een dienst der Regie.

ART. 19.

Seront punies d'un emprisonnement de quinze jours à six mois et d'une amende de vingt-six à cinq cents francs, les personnes visées par l'article 18 qui auront révélé l'existence ou le contenu d'une communication télégraphique ou téléphonique, hors le cas où elles étaient appelées à témoigner en justice et le cas où la loi les oblige à cette révélation.

ART. 20.

Si, dans les cas prévus aux articles 18 et 19, l'inculpé justifie qu'il a agi par ordre de ses supérieurs, pour des objets du ressort de ceux-ci et sur lesquels il leur devait obéissance hiérarchique, les peines seront appliquées seulement aux supérieurs qui auront donné l'ordre.

Si le fonctionnaire ou le supérieur prévenu d'avoir ordonné, autorisé ou facilité l'acte, prétend que sa signature a été surprise, il sera tenu, en faisant, le cas échéant cesser l'acte, de dénoncer le coupable ; sinon il sera poursuivi personnellement.

ART. 21.

Sera puni d'un emprisonnement d'un jour à sept jours et d'une amende d'un franc à vingt-cinq francs ou d'une de ces peines seulement, quiconque aura, hors le cas de force majeure, procédé, sans en avoir averti la Régie au moins huit jours d'avance, à l'élagage ou à l'abatage d'arbres, au creusement de fouilles ou de tranchées, à des constructions ou démolitions, au placement d'échafaudages ou à tout autre travail susceptible soit de dégrader une ligne télégraphique ou téléphonique, soit d'en compromettre le fonctionnement.

ART. 19.

De bij artikel 18 bedoelde personen, die het bestaan of den inhoud van een telegraaf- of een telefoonmededeeling hebben bekend gemaakt, behalve zoo zij opgeroepen werden om in rechte te getuigen of zoo de wet ze tot die bekendmaking verplicht, worden gestraft met gevangenisstraf van vijftien dagen tot zes maanden en met geldboete van zes en twintig tot vijfhonderd frank.

ART. 20.

Indien, in de bij artikelen 18 en 19 voorziene gevallen, de verdachte bewijst dat hij gehandeld heeft op bevel van zijn meerderen, voor zaken welke tot dezer bevoegdheid behooren en waarvoor hij hun als ondergeschikte gehoorzaamheid verschuldigd was, worden de straffen alleen opgelegd aan de meerderen welke het bevel gegeven hebben.

Indien de ambtenaar of de meerdere, wien ten laste wordt gelegd de daad bevolen, toegelaten of vergemakkelijkt te hebben, beweert dat zijn handteekening bij verrassing verkregen werd, moet hij in voorkomend geval, de daad doen ophouden en den schuldige aangeven, zoo niet, wordt hij persoonlijk vervolgd.

ART. 21.

Al wie, behalve in geval van overmacht, zonder de Regie ten minste acht dagen vooraf verwittigd te hebben, overgegaan is tot het snoeien of vellen van boomen, het graven van putten of gleuven, het optrekken of afbreken van gebouwen, het plaatsen van stellingen of tot elk ander werk waardoor een telegraaf- of telefoonlijn kan beschadigd, of de werking er van in gevaar kan gebracht worden, wordt gestraft met gevangenisstraf van één tot zeven dagen en met geldboete van één tot vijf en twintig frank of met een van die straffen alleen.

ART. 22.

Seront punis d'une amende de quinze francs à vingt-cinq francs et d'un emprisonnement d'un jour à sept jours ou d'une de ces peines seulement, ceux qui, par défaut de précaution, auront involontairement, soit gêné ou empêché la correspondance sur une ligne télégraphique ou téléphonique d'utilité publique, soit détruit, abattu ou dégradé tout ouvrage ou objet affecté à son usage.

Lorsque le contrevenant a déjà été condamné dans les douze mois précédents pour la même contravention, le tribunal pourra prononcer, indépendamment de l'amende, un emprisonnement de douze jours au plus.

ART. 23.

Si, dans les cas prévus aux articles 21 et 22, le fait n'a porté atteinte à l'intégrité ou au fonctionnement d'installations reliées au réseau, que dans leur partie située à l'intérieur de la propriété même où elles sont affectées à l'usage de l'occupant, la poursuite sera subordonnée à la plainte de la Régie.

ART. 24.

Seront punis d'un emprisonnement d'un mois à trois ans et d'une amende de cinquante francs à cinq cents francs ceux qui, par un moyen quelconque, auront volontairement gêné ou empêché la correspondance sur une ligne télégraphique ou téléphonique d'utilité publique et ceux qui auront volontairement détruit, abattu ou dégradé tout ouvrage ou objet affecté à son service.

ART. 25.

Lorsque les faits prévus par l'article 24 auront été commis en réunion ou en bande et à l'aide de violences, de voies de fait ou de menaces, l'article 525 du Code pénal sera applicable.

ART. 26.

Est qualifiée rébellion et sera punie

ART. 22.

Zij die, bij gebrek aan voorzorg, onvrijwillig hetzij het verkeer over een telegraaf- of telefoonlijn van algemeen nut gehinderd of belet, hetzij eenig werk of voorwerp ten dienste van die lijn vernield, geveld of beschadigd hebben, worden gestraft met geldboete van vijftien tot vijf en twintig frank en met gevangenisstraf van één tot zeven dagen of met een van die straffen, alleen.

Werd de overtreder binnen de twaalf voorgaande maanden reeds veroordeeld voor dezelfde overtreding dan mag de rechtbank, benevens de geldboete, gevangenisstraf van ten hoogste twaalf dagen uitspreken.

ART. 23.

Indien, in de bij artikelen 21 en 22 voorziene gevallen, het feit voor het bestaan of de werking van met het net verbonden inrichtingen slechts nadeelig is in dezer gedeelte gelegen binnen het eigendom zelf waar zij dienen voor het gebruik van den bezetter, hangt de vervolging af van de klacht der Regie.

ART. 24.

Zij die, op welke wijze ook, het verkeer over een telegraaf- of telefoonlijn van algemeen nut vrijwillig gehinderd of belet, en zij die eenig werk of voorwerp ten dienste van die lijn vrijwillig vernield, geveld of beschadigd hebben, worden gestraft met gevangenisstraf van een maand tot drie jaar en met geldboete van vijftig tot vijfhonderd frank.

ART. 25.

Worden de bij artikel 24 voorziene feiten gepleegd in vereeniging of in bende en met geweld, feitelijkheden of bedreigingen, dan wordt artikel 525 van het Strafwetboek toegepast.

ART. 26.

Wordt wederspanningheid genaamd en

des peines prévues aux articles 271 à 274 du Code pénal, suivant les distinctions y établies, toute attaque, toute résistance avec violences ou menaces soit contre les employés ou agents de la Régie des Télégraphes et Téléphones, agissant dans l'exercice de leurs fonctions, soit contre toute personne agissant pour la transmission des communications télégraphiques ou téléphoniques de l'autorité publique.

ART. 27.

Les articles 1, 3 et 4 de la loi du 25 mars 1891 portant répression de la provocation à commettre des crimes ou délits, s'appliquent à celui qui, par un des modes indiqués à son article premier, aura directement et méchamment provoqué, sans que cette provocation ait été suivie d'effet, à commettre un des délits prévus par les articles 24 et 26 de la présente loi.

ART. 28.

Seront punis d'un emprisonnement de huit jours à trois mois et d'une amende de vingt-six à mille francs ou de l'une de ces peines seulement, ceux qui auront fabriqué, vendu, distribué ou affiché des imprimés ou formulaires qui, par leur forme ou leurs inscriptions, pourraient être confondus avec les imprimés et formulaires utilisés par la Régie des Télégraphes et Téléphones pour la transcription des télégrammes et autres messages destinés au public.

Seront punis des mêmes peines, ceux qui auront fabriqué, vendu ou distribué des indicateurs, guides ou annuaires des télégraphes ou des téléphones non autorisés par la Régie.

Les imprimés, formulaires, indicateurs, guides ou annuaires seront confisqués et détruits.

gestraft met de straffen voorzien bij artikelen 271 tot 274 van het Strafwetboek, naar het aldaar gemaakt onderscheid, elke aanval, elke weerstand met geweld of bedreiging, hetzij tegen de beampten of bedienden van de Regie van Telegrafen en Telefonen handelend in de uitoefening van hun bediening hetzij tegen om het even welken persoon handelend voor het verzenden van telegrafische of telefonische berichten van het openbaar gezag.

ART. 27.

Artikelen 1, 3 en 4 van de wet van 25 Maart 1891 tot beteugeling van het aanzetten tot misdaden of wanbedrijven, zijn toepasselijk op hem die, op een van de bij artikel één van die wet voorziene wijzen, rechtstreeks en met boos inzicht heeft aangezet, zonder dat die aanzetting uitwerking heeft gehad, tot het plegen van een der wanbedrijven voorzien bij artikelen 24 en 26 van deze wet.

ART. 28.

Met gevangenisstraf van acht dagen tot drie maanden en met geldboete van een en twintig tot duizend frank of met een van die straffen alleen, worden gestraft zij die drukwerken of formulieren vervaardigen, verkoopen, verspreiden of aanplakken, welke door hun vorm of de er op voorkomende aanwijzingen kunnen verward worden met de drukwerken en formulieren, door de Regie van Telegrafen en Telefonen gebezigd voor het overschrijven van telegrammen en andere voor het publiek bestemde berichten.

Met dezelfde straffen worden gestraft zij die niet door de Regie toegelaten telegraaf- of telefoonboeken, gidsen of jaarboeken betreffende telegrafie of telefonie vervaardigen, verkoopen of verspreiden.

De drukwerken, formulieren, boeken, gidsen of jaarboeken worden verbeurdverklaard en vernield.

ART. 29.

Les infractions à l'article 15, premier alinéa, seront punies d'un emprisonnement de huit jours à un mois et d'une amende de vingt-six francs à deux cents francs ou d'une de ces peines seulement.

Les infractions aux arrêtés pris pour l'exécution de la présente loi seront punies des peines qu'ils détermineront et qui ne pourront dépasser celles que prévoit l'alinéa précédent.

ART. 30.

Toutes les dispositions du livre premier du Code pénal s'appliquent aux infractions prévues par la présente loi et par les arrêtés pris pour son exécution.

ART. 31.

Sont abrogés les articles 149, 150, 152 et 153 du Code pénal, en tant qu'ils se rapportent au télégraphe, les articles 270, 524 et 563, 5° du même Code, ainsi que les lois des 14 avril 1852, 11 juin 1883, 20 mai 1898 et 25 avril 1908.

Donné à Bruxelles, le 12 avril 1929.

ART. 29.

Overtreding van artikel 15, eerste lid, wordt gestraft met gevangenisstraf van acht dagen tot een maand en met geldboete van zes en twintig tot tweehonderd frank of met een van die straffen alleen.

Overtreding van de in uitvoering van deze wet genomen besluiten wordt gestraft met de bij die besluiten bepaalde straffen, welke niet meer mogen bedragen dan die, voorzien bij het vorig lid.

ART. 30.

Al de bepalingen van het eerste boek van het Strafwetboek zijn toepasselijk op de misdrijven voorzien bij deze wet en bij de in uitvoering daarvan genomen besluiten.

ART. 31.

Zijn ingetrokken : artikelen 149, 150, 152 en 153 van het Strafwetboek, voor zoover zij betrekking hebben op de telegraaf, artikelen 270, 524 en 563, 5° van hetzelfde Wetboek, alsmede de wetten van 14 April 1852, 11 Juni 1883, 20 Mei 1898 en 25 April 1908.

Gegeven te Brussel, den 12ⁿ April 1929.

ALBERT.

Par le Roi :

Le Ministre des Chemins de fer, Marine, Postes, Télégraphes, Téléphones et Aéronautique,

Van 's Konings wege :

De Minister van Spoorwegen, Zeewezen, Posterijen, Telegrafien, Telefonen en Luchtvaart,

Maurice LIPPENS.